

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 5 (1917)
Heft: 3

Artikel: Journal du conseiller François de Diesbach pendant sa détention du château de Chillon (1799)
Autor: Ducrest, Fr.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-817680>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

JOURNAL
DU CONSEILLER FRANÇOIS DE DIESBACH
PENDANT SA DÉTENTION AU CHATEAU
DE CHILLON (1799),

par FR. DUCREST.

Une insurrection très sérieuse éclata dans la Singine en 1799, au printemps.¹ Diverses causes l'avaient provoquée.

L'entrée des Français en Suisse, au mois de mars de l'année précédente, avait fait tomber à Fribourg l'ancien gouvernement patricien. De nouvelles autorités l'avaient remplacé : le préfet national, la Chambre administrative, sorte de conseil de préfecture chargé de l'exécution des lois relatives aux finances et à l'administration intérieure, et enfin le tribunal cantonal. Les sous-préfets dans les districts et les tribunaux inférieurs représentaient l'administration ; à la tête des municipalités étaient les agents nationaux. Bien que les nouveaux fonctionnaires et représentants de l'autorité fussent en général des hommes modérés et ennemis des mesures extrêmes, tel, par exemple, le préfet national Déglise, de Châtel-St-Denis, qui jouissait comme médecin dans son chef-lieu, d'une grande popularité et d'une renommée très étendue, la plupart étaient fort peu habitués au maniement des affaires, et ils n'avaient pas du tout réalisé les espérances que leur avènement avait fait naître dans bien des cœurs.

En outre, des contributions énormes avaient vidé les caisses publiques et les bourses des particuliers ; celle du citoyen Lecarlier, commissaire près de l'armée française en Suisse, avait mis à la charge des patriciens des divers cantons une formidable imposition

¹ Max de Diesbach, *Les troubles de 1799 dans le canton de Fribourg*, Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg. IV, 1888, p. 235—320.

de quinze millions de francs, dont deux millions pour Fribourg.¹ Le paiement de cette somme avait rencontré de grosses difficultés ; il avait fallu lever des otages.

Bien plus, depuis un an, de nombreuses armées françaises avaient traversé notre territoire, dégarnissant par de continuelles réquisitions, étables, granges et greniers. Le mécontentement était général ; on haïssait le régime français qui avait imposé en Suisse la République une et indivisible.

Enfin, la nouvelle organisation militaire avait grandement indisposé le peuple contre les nouveaux gouvernants ; tout homme valide, entre 20 et 45 ans, était enrôlé dans l'élite ou la réserve, et pour comble, il avait fallu que la Suisse promît à la France un contingent de 18 000 volontaires à répartir en six demi-brigades. La levée de toutes ces troupes se heurta aussi à des difficultés : il fallut édicter des peines sévères contre les réfractaires ; c'est ce qui mit le feu aux poudres. Lorsque, au surplus, on apprit l'entrée en Suisse des armées russes et autrichiennes marchant contre la France, les partisans de l'ancien régime relevèrent la tête un peu partout, dans les petits cantons, dans le Haut-Valais, dans le Seeland et l'Oberland bernois.

Dans la partie allemande du canton de Fribourg, plusieurs communes, peu sympathiques aux idées nouvelles, se soulevèrent ; les arbres de liberté furent abattus, les autorités helvétiques méconues, et les habitants se rangèrent en armes sous le drapeau de la révolte arboré par quelques chefs populaires, tels que l'ancien sergent aux gardes suisses Jean Gobet, de Gerenwyl rièrre Alterswyl, bel homme, à l'aspect martial et décidé, qui s'était acquis un grand prestige au milieu des paysans singinois.²

Des assemblées populaires eurent lieu, vers la fin de mars 1799, à Tavel, à Bellegarde, et au Lœwenberg près de Morat. Il fut décidé de ne pas livrer les soldats qu'on devait fournir. Des désordres éclatèrent à Chevrilles, à Ueberstorf, et ailleurs encore. Le Directoire helvétique envoya aussitôt à Fribourg le représentant du peuple, Rodolphe Gapany, de Marsens, homme énergique et

¹ Max de Diesbach, *La contribution du 19 germinal an VI* (8 avril 1798), Archives Soc. d'hist. VII, p. 37—95.

² Voir sa biographie dans les *Etrennes fribourgeoises* 1875, p. 159.

résolu.¹ Arrivé à Fribourg dans la nuit du 5 au 6 avril, il organise immédiatement la répression, lève des troupes et les envoie contre les insurgés. Le sang coule autour du château de Heitenried, le dimanche 14 avril, et surtout le 17, sur les hauteurs de Dirlaret. Les paysans révoltés ont une vingtaine de tués et un nombre plus grand encore de blessés.

Se conformant aux prescriptions du Directoire helvétique, Gapany, armé des pleins pouvoirs, fait arrêter plusieurs personnages influents choisis parmi les anciens gouvernants, le clergé et les agriculteurs aisés, sous prétexte qu'ils sont les auteurs moraux de la révolte. Le 11 avril, sont emmenés en prison, dans les cellules des Pères Cordeliers : « l'ex-avoyer Werro, aristocrate irréconciliable, l'ancien chancelier Raemy, ami de Werro, qui a fait souvent des voyages secrets à Berne, l'ex-conseiller Vonderweid, qui tenait chez lui des conciliabules très dangereux, l'ancien baillif de Bulle, le comte Jean-Pierre-Antoine de Diesbach, grand aristocrate, père et frère d'officiers autrichiens², le jeune Odet, qui a de grands moyens de persuasion, Jean Werro, ancien baillif d'Attalens, qui a cherché à gagner les ouvriers de la ville ; le chanoine de Gléresse, émigré d'Arlesheim, le capucin Sansonnens, aristocrate irréconciliable, auteur de conciliabules très dangereux.¹ » La liste des otages s'augmente peu après des noms suivants : le banneret Perret, Gottrau de Billens, le paysan Brodard de La-Roche, le curial Magnin de Corbières, Dupré, greffier de Gruyères, le colonel Blanc, ancien secrétaire baillival d'Avenches.

Le 22 avril, le Directoire approuve les mesures prises et donne l'ordre de transférer les prisonniers au château de Chillon. Le 27, quatre voitures les prennent à la porte du couvent des Cordeliers, les amènent par Bulle, Châtel-St-Denis et Vevey jusqu'au vieux manoir des bords du Léman, où ils arrivent le lendemain matin dimanche d'assez bonne heure. Malgré les protestations des autorités vaudoises qui déclaraient n'avoir plus de place pour loger les nouveaux arrivants, on transporte encore les jours suivants François de Castella et Nicolas Kuenlin accusés d'avoir des intelligences à la campagne, l'ancien conseiller Bourgknecht et le

¹ M. de Diesbach donne sa biographie dans les *Archives Soc. d'hist.* IV, p. 284.

² C'est l'arrière grand-père de M. Max de Diesbach (1744—1824).

colonel Weck, qui avait eu des conciliabules avec des officiers autrichiens prisonniers.

Les avantages remportés par les armées alliées dans la Suisse orientale et leur marche sur Zurich engagèrent Gapany à prendre des mesures plus énergiques encore. « Il fallait des otages conséquents pour arrêter les effets de la rage et de la cruauté des ennemis »¹. Voilà pourquoi il fit encore conduire à Chillon, le 25 mai, deux autres Diesbach qui lui paraissaient très dangereux, le comte Ladislas de Diesbach de Belleruche, ancien propriétaire d'un régiment au service de France, « ancien despote, qui répand des bruits alarmants, dit Gapany, et tranquillise les familles sur la bonne conduite que les Autrichiens tiendraient dans ce pays » et le comte François de Diesbach, ancien conseiller, chambellan de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, « qui ne peut avoir que de grandes espérances sur l'invasion de notre territoire ». Ce dernier, auteur de mémoires, en 19 volumes très intéressants pour l'histoire de Fribourg, nous a laissé dans son agenda, conservé aujourd'hui à notre Bibliothèque cantonale, le journal de sa détention, que nous allons reproduire.²

L'ancien conseiller François de Diesbach et son compagnon quittèrent donc Fribourg le 25 mai, à 3 heures du matin, escortés par

¹ Max de Diesbach. *Les troubles etc.*, p. 258.

² La lecture de ce *Journal*, faite par feu M. de Diesbach à la séance de la Société d'histoire, le 16 décembre 1915 (voir *Annales frib.* numéro 12 de 1916, p. 93) est la dernière communication qu'il a donnée à cette Société. Malheureusement, la personne à qui il avait confié le document original (*Almanach ou calendrier nouveau du canton de Fribourg 1799*) pour le faire transcrire, n'en avait donné qu'une copie très incomplète et en quelques points fautive. Rien d'étonnant. L'écriture de l'auteur, au crayon, fine, serrée, offre de véritables difficultés de lecture; certains mots sont à moitié effacés, les traits sont quelquefois à peine ébauchés. J'ai soumis le texte à une refonte intégrale; deux mots seulement restent douteux. — L'auteur, François de Diesbach, est l'arrière grand'oncle de M. Max, frère de son arrière grand-père cité plus haut, détenu aussi à Chillon, et arrêté avec la première escouade d'otages déjà au mois de mai. Voir leur biographie, ainsi que celle de Belleruche, dans M. de Diesbach. *Les troubles*, p. 281—283; et leur arrestation, p. 254 et 258. Voir aussi sur F. de Diesbach un article d'Alex. Daguët, publié dans l'Indicateur d'histoire suisse, IV. 38 et un autre, excellent et des plus intéressants, de M. Paul de Pury, conservateur du Musée historique de Neuchâtel, publié tout récemment dans le *Musée neuchâtelois*, 1916, livr. juillet-septembre, p. 97—112, et livr. octobre-décembre, p. 167—185; 1917, mars-avril, p. 75—84.

trois hussards. Ces derniers appartenaient à la légion helvétique, créée par le Directoire lors de la nouvelle organisation militaire nécessitée par le changement de régime et de constitution, les troubles incessants qui agitaient les cantons et l'invasion des armées autrichienne et française qui allaient faire pendant une année de notre pays le théâtre de leurs combats. En vertu de cette nouvelle organisation, les troupes suisses se composaient : 1^o) d'un corps de 18 000 auxiliaires helvétiques, engagés volontaires répartis en six demi-brigades de 3000 hommes chacune, au service des généraux français qui les payaient ; 2^o) des milices du pays, divisées en élite et réserve, comprenant tous les hommes valides de 20 à 45 ans ; 3^o) de la légion helvétique, troupe permanente comprenant 1000 fantassins, 100 canonniers et 400 hussards, tous soldés par la Suisse. Fribourg possédait une quinzaine de ces hussards ; ils formaient la garde de l'officier français qui était commandant de place. Depuis l'insurrection singinoise du mois précédent, Fribourg hébergeait de nombreuses troupes, appartenant, entre autres, à la 57^{me} demi-brigade d'infanterie française, à la 2^{me} demi-brigade auxiliaire, et aux élites de notre canton et de celui du Léman (Vaud). Il y avait près de Matran un camp de 10 000 hommes.

A Bulle, les deux voyageurs descendirent, comme leurs compagnons déportés le mois précédent, à l'auberge de la *Mort*, la plus célèbre des hôtelleries bulloises avant l'incendie de 1805. Mais, plus heureux qu'eux, ils n'y furent point victimes, pas plus qu'à Châtel-St-Denis et à Vevey, d'odieuses insultes et d'humiliantes avanies dont les premiers avaient conservé de si mauvais souvenirs.¹ A Vevey, ils descendirent aussi à l'Hôtel des Trois Couronnes, comme leurs prédécesseurs. Jusqu'à Chillon, le voyage s'effectua sans incident.

L'arrivée des deux Diesbach à Chillon fit monter le nombre des détenus fribourgeois à 19, sans compter les domestiques. Les prisons étaient dans un état lamentable ; les locaux étaient malsains et insuffisants : quatre petites chambres mal éclairées ; pour tout meuble, deux mauvais bancs, deux ou trois chaises cassées et dont on ne pouvait plus se servir. Les otages couchaient à deux, sur des paillasses étendues à terre et remplies de vermine ; quelques-uns seulement obtinrent de dormir dans un lit dont les bois

¹ M. de Diesbach, *Les troubles*, p. 256, 308—310.

venaient d'être réunis à la hâte avec de mauvaises planches ; l'un ou l'autre reçurent un matelas. Les rats étaient en grand nombre, parfaitement apprivoisés ; ils venaient assez fréquemment faire de petites ballades sur les fenêtres, où il était facile de les tuer ou de les prendre. Dans plusieurs endroits étaient des dépôts de poudre qui constituaient un réel danger ; il n'était pas rare de voir des chars chargés de cartouches et recouverts d'une simple toile rester des semaines entières dans une cour où les soldats de passage et les détenus allaient à tout moment fumer et vider leurs pipes. « Dans les commencements, dit le Père Sansonnens dans ses mémoires,¹ il y avait à craindre que des soldats mal intentionnés ne glissassent quelque poison dans nos mets, tant l'on était prévenu et animé contre nous. »

Les premiers otages fribourgeois arrivés à Chillon le 28 avril précédent n'y avaient trouvé qu'un geôlier ou concierge et quelques vieux invalides du régiment de Watteville qui formaient toute la garnison.² Mais bientôt, la vieille Bastille des ducs de Savoie allait se remplir, surtout de prisonniers du Haut-Valais. Ce pays était en pleine insurrection. Comme plusieurs autres cantons, il avait refusé de se soumettre à la levée de l'élite et des auxiliaires ordonnée par le Directoire helvétique et les généraux français. Au mois de mai de l'année précédente, Haut et Bas-Valaisans s'étaient rués les uns sur les autres au pont de Riddes, à Ecône, au Guercet, et surtout sur les rives escarpées de la Morge, où quelques centaines d'hommes restèrent morts ou blessés. La ville de Sion et un bon nombre de localités avaient horriblement souffert du pillage et des exactions de la part des troupes françaises du général Lorge et des auxiliaires Vaudois qui leur avaient prêté main forte. La soumission obtenue des hommes des hautes vallées ne devait guère durer. Le peuple avait juré fidélité à la nouvelle constitution ; mais le feu couvait encore sous la cendre. Le nouveau régime, imposé par la force étrangère, ne jouissait d'aucune sympathie. Au printemps de 1799 parut le décret qui astreignait à la conscription militaire tous les jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, célibataires ou mariés. Le Bas-Valais s'y soumit ; la première élite y fut levée et partit pour

¹ Item, p. 311.

² Item, p. 315 et 316.

Zofingen, mais de la Raspille (torrent au-dessus de Sierre) jusqu'à la Furka, on résista. La nouvelle de la prise de Milan aux Français par le général russe Souwarof (29 avril 1799) ranima l'esprit belliqueux des vieux montagnards fanatisés par certains tribuns populaires. Après avoir repoussé les compagnies bas-valaisannes dans un premier engagement près de Sierre, le 2 mai, les insurgés se précipitèrent en masse sur Martigny et Saint-Maurice. Mais, arrivés à Vernayaz, ils se heurtèrent à 3000 hommes de troupes françaises sous la conduite du général Lollier et rebroussèrent chemin, retraversèrent Sion dans la nuit du 7 au 8 mai et s'en allèrent organiser dans le fameux bois de Finges, près de Sierre, une résistance désespérée, pendant laquelle ils firent essuyer, pendant trois semaines, aux bataillons des généraux Lollier et Xaintrailles des pertes très élevées par le feu de leurs longues carabines de chasse. Surpris enfin par les bataillons de Xaintrailles dans la nuit du 27 au 28 mai dans leurs retranchements, les valeureux défenseurs de la forêt de Finges furent obligés de reculer, laissant sur le terrain plus de 200 morts et de nombreux blessés ; ils n'échappèrent qu'avec peine à la poursuite des Français qui, promenant partout le fer et le feu, s'avancèrent jusqu'au delà de Brigue et de Naters, dans la vallée de Conches, avant de s'enfoncer dans les vallées latérales de Saas et du Simplon. Vrais lions embusqués derrière leurs rochers, ils continuèrent à combattre en désespérés, lors de nouvelles rencontres près de la Massa, entre Naters et Mörell, le 1^{er} juin, sur les prairies de Lax, autour du village de Fiesch, sur le col du Grimsel et au Simplon, le 2 juin, et dans la vallée de Saas, les 8 et 9 juin. Ils ne furent définitivement réduits et épuisés que vers la mi-août, près du lac des *morts*, sur les hauteurs du Grimsel, et dans le Binnenthal ; l'ennemi avait réussi à les cerner de toutes parts.

La guerre transforma le Haut-Valais en un véritable désert. Tout fut dévasté : les habitations incendiées, les provisions pillées ou consommées, beaucoup de champs restés en friche, les habitants privés de logements, de nourriture et de vêtements. La famine ne tarda pas à se faire horriblement sentir, car il ne restait plus dans le pays une seule tête de bétail. Vers la fin de juillet, quinze soldats français, un jour, moururent de faim, et quarante autres faillirent subir le même sort.¹

¹ Boccard, *Hist. du Valais*, p. 315, donne la lettre du préfet national

Les otages fribourgeois étaient à peine à Chillon depuis huit jours que les prisonniers valaisans affluèrent. Le 13 mai, le bâlois Jean Buxtorf, sénateur, que le gouvernement helvétique avait nommé le 4 avril commissaire en Valais, écrivait au Directoire qu'il y en envoyait une vingtaine.¹ Le *journal du professeur Pichard* (p. 123) affirme qu'il y en avait déjà, le 26 mai, près de 230; la plupart n'avaient pas été pris les armes à la main, mais saisis dans leurs demeures comme agitateurs ou fauteurs de la rébellion. Le 9 mai, le Directoire avait écrit à Buxtorf: « Comme les rebelles ont déjà donné diverses preuves de leur barbare férocité, et qu'il n'est que trop probable qu'ils les renouvelleront plus d'une fois, le Directoire vous donne l'ordre d'user de représailles envers ceux d'entre eux qui tomberont entre vos mains et *de les faire fusiller sans miséricorde* ». Le 5 juin, il écrit encore au même: « Vous ne devez prêter l'oreille à aucune considération de pitié ou d'humanité mal entendues. Ordre vous est donné d'enlever pour le corps auxiliaire (des demi-brigades helvétiques), dans les districts d'Ernen, Brigue et Stalden, tous les hommes en état de porter les armes qui pourraient être atteints; de saisir tous les individus influents par leur crédit ou leur richesse qui ne seraient pas en état de porter les armes et de les faire transporter comme otages; de dresser aussi promptement que possible l'état des biens des rebelles dans ces trois districts; *en principe, ces biens sont acquis à la République...* »² Il ne paraît pas que le nombre des soldats valaisans pris par les Français les armes à la main ait été considérable; cependant on signale qu'une vingtaine furent capturés près de Fiesch, sur les hauteurs de Giebelegge, dans les combats du 2 et 3 juin.³ Par contre, un grand nombre de non combattants gémirent plusieurs mois dans les prisons de Sion, Martigny, Chillon et Oron: une cinquantaine étaient entassés dans la tour de Savièse, à Sion; il y en avait 17 dans une salle d'à peine 12 pieds de diamètre.

Polier, du canton du Léman, à ses concitoyens, au sujet de la détresse du Haut-Valais.

¹ Strickler, *Aktensammlung der Helvetik*, IV, p. 465, 741, Boccard, p. 313.

² D. Imesch, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 und 1799*, p. 134, 146.

Dans son *mémoire*¹ sur sa détention à Chillon, le Père Séraphin Sansonnens, capucin fribourgeois, écrit : « Nous ne pouvions ni recevoir, ni envoyer aucune lettre ou billet quelconque sans la permission du commandant et sans qu'elle eût passé par ses mains. Au bout de deux semaines, le commandant ou en son absence un autre officier de la garnison, nous conduisait de temps à autre dans les deux cours du château, où l'on respirait un air empesté par les odeurs les plus insoutenables. Finalement il nous était libre de nous promener seuls dans l'enceinte des murs ; mais nous fûmes ensuite obligés d'y renoncer pour faire place à une trentaine de malheureux Valaisans remplis de vermine, qui, après avoir languï pendant plusieurs semaines dans une seule et même prison, obtinrent enfin la permission de se promener et de nettoyer leurs vêtements. Nous craignions avec raison de faire, en continuant notre promenade ordinaire, des emplettes de ces insectes, ce qui aurait rendu notre séjour insoutenable... »

Parmi les prisonniers valaisans détenus à Chillon se trouvait Grégoire de Kalbermatten, ancien capitaine au service de Sardaigne. Buxtorf l'avait arrêté, avec plusieurs autres suspects, le 8 mai, lorsque, après leur retour de l'expédition du côté de Martigny, les Haut-Valaisans avaient retraversé Sion pour aller se retrancher au bois de Finges. Kalbermatten eut avec les otages fribourgeois, en particulier avec François de Diesbach qu'il connaissait, plusieurs entrevues. Détenu à part, il ne pouvait cependant leur parler qu'en présence d'un officier de la garnison. Les autorités de Sion avaient donné de lui le meilleur témoignage ; sa mère avait même offert une forte caution pour sa délivrance. Ce fut inutile. Après un mois de détention à Chillon, il fut transféré au château d'Oron, où il fut bien longtemps à attendre sa libération. On prenait un malin plaisir à laisser les malheureux détenus gémir de longs mois avant de les traduire en jugement ; plusieurs durent attendre qu'une personne influente fournît des garanties en leur faveur ; à d'autres, les autorités, émues de pitié, rendirent spontanément la liberté à la fin du mois de décembre. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que les tentatives d'évasion fussent fréquentes. C'est ainsi qu'un jour, treize détenus du Valais réussirent

¹ Diesbach, *Les troubles*, p. 313.

² Item, p. 259.

à s'échapper du château d'Oron et à gagner les montagnes de la Gruyère. Presque tous furent repris dans un chalet, à une lieue et demie de Lessoc, mais quelques-uns, se jetant sur les gendarmes qui les ramenaient au château de Gruyères, parvinrent à s'enfuir de nouveau plus loin, laissant un de leurs compagnons étendu mort sur la route, atteint d'un coup de feu.

Il y avait à Chillon un autre officier valaisan, un jeune capitaine, qui avait été pris les armes à la main dans un combat. Il gémissait au fond d'un cachot. Son sort excita la commisération des détenus fribourgeois qui, sur l'initiative d'un des leurs, François de Castella, de Gruyères, firent entre eux, le 4 juin, une collecte destinée à adoucir les rigueurs de sa captivité et de celle de ses infortunés compatriotes que l'on traitait de rebelles. D'autres hôtes passagers de Chillon étaient des prisonniers autrichiens, qui, transportés du Haut-Valais en France, couchaient ordinairement au château. Il en passa des centaines et des centaines ; ainsi le 8 juin, 221, dont deux officiers ; on les avait pris dans le canton d'Unterwalden lors de l'insurrection de ce canton et on les avait amenés en Valais par les montagnes ; 300 autres le 18 juin ; on les dirigeait sur Cossonnay, et de là sur le Jura et la France ; 200 autres avaient été capturés dans les combats autour de Fiesch les 2 et 3 juin. *(A suivre).*
